

Une télévision sans service public ?	médiamorphoses
L'État et la télévision sud-coréenne	Seok-Kyeong Hong-Mercier

L'État et la télévision sud-coréenne

Seok-Kyeong Hong-Mercier
Maître de conférences, Université de Bordeaux 3

Racontée par Seok-Kyeong Hong-Mercier, l'histoire du service public sud-coréen n'est pas sans analogie avec celle des pays ex-communistes. La télévision sud-coréenne est née en même temps que le régime militaire du président Park. D'abord tolérées par le nouveau régime, les chaînes privées sont passées sous contrôle de l'État en 1980, l'une se voyant phagocytée par les chaînes publiques. Dans les années 1990, la démocratisation coïncide avec la déréglementation et la multiplication des chaînes. Les deux chaînes publiques sont devancées par la principale chaîne privée SBS. Cependant, la Corée du Sud offre l'exemple d'une société capable de critiquer violemment le service public tout en lui manifestant un réel attachement. Il est vrai que l'alternative : la privatisation par prise de contrôle des grands holdings financiers privés effraie le public, tandis que les chaînes publiques ont su à la fois organiser des grands événements médiatiques et créer des fictions qui ont façonné la mémoire collective. En même temps, la télévision publique paraît condamnée à demeurer dans une zone incertaine, télévision commerciale d'État incapable de résoudre le problème du « trop plein d'État » sans risquer de se faire privatiser. Ce dilemme revient si souvent (Musso) qu'on en vient à se demander s'il ne faudrait pas accepter la nature intrinsèquement ambiguë du service public de la radiotélévision.

Comprendre la télévision sud-coréenne actuelle est une tâche assez compliquée. Dans ce pays où le pouvoir politique a toujours considéré la télévision comme outil idéologique, l'histoire de la télévision est étroitement imbriquée dans l'histoire contemporaine. Elle est marquée elle-même par le développement économique ultra-rapide et par les péripéties de la dictature et du mouvement populaire. Ce dernier a finalement réussi à instaurer une démocratie civile en 1987. Le service public sud-coréen s'appelle KBS (*Korean Broadcasting System*), il fonctionne sous l'idéologie du service public, qui reste à définir dans le contexte sud-coréen. KBS est apparemment sous la double influence commerciale et de l'État. Son capital est détenu à cent pour cent par le gouvernement, le budget est constitué

par 40 % de redevance et 60 % de recettes publicitaires. Le président est nommé par le chef de l'État d'après la recommandation du conseil d'administration. La totalité de cette dernière est nommée par KBC (*Korean Broadcasting Commission*), homologue, dans ses fonctions, du Conseil supérieur de l'audiovisuel. KBC étant elle-même constituée sous contrôle gouvernemental, elle n'a pas pour fonction d'assurer la neutralité politique. Le service public n'a pas de terme propre dans la langue coréenne. *Gongyoung*, qui signifie littéralement « administré publiquement », désigne le secteur global du service public. La loi audiovisuelle assigne clairement à KBS une mission de responsabilité publique¹, d'utilité publique et d'équité (*fairness*). Cette dernière notion, plutôt journalistique, a acquis une prépondérance idéologique dans le jeu politique entre le service public, la classe politique et la société civile.

<div> <div>117</div> <div>médiamorphoses</div> </div>	Une télévision sans service public ?
L'État et la télévision sud-coréenne	Seok-Kyeong Hong-Mercier
<p>État des lieux</p> <p>La télévision coréenne est née en 1961 avec l'arrivée au pouvoir du président ex-militaire Park Jung-Hee, qui a réussi un coup d'État militaire en balayant le mouvement civil et estudiantin de démocratisation². KBS (<i>Korean Broadcasting System</i>) est inauguré comme le service d'État de télévision, suivi par d'autres télévisions privées comme TBC (<i>Tongyang Broadcasting Company</i>) en 1964 et MBC (<i>Munhwa Broadcasting Corporation</i>) en 1969. Ces trois chaînes de télévision se faisaient une concurrence commerciale frontale en diffusant des feuilletons de bas de gamme et des programmes importés majoritairement des États-Unis³. La loi de 1964 sur l'audiovisuel rendant légitime l'intervention de l'État dans le secteur audiovisuel, MBC sera placée sous la direction de l'État après l'acquisition de son capital par des organismes publics proches du dictateur. KBS est devenue le service public de l'audiovisuel en 1973, sans pour autant offrir un service audiovisuel différent. Pendant les années noires de la dictature militaire, KBS a joué le rôle de porte parole du gouvernement et de son chef, en magnifiant les exploits économiques du pays et en offrant des programmes de divertissement majoritairement sous forme de fiction populaire. Le grand bouleversement du secteur audiovisuel intervient en 1980, lors de la restructuration forcée des médias par le nouveau chef du pays. Après la disparition tragique du président Park, le président ex-général Chun Doo-Whan arrive au pouvoir par le biais d'un putsch militaire. Les restructurations consistaient à fermer ou fusionner certains médias pour faire taire les critiques envers le nouveau maître du pays. Les journalistes dissidents ont été massivement licenciés et TBC, unique chaîne de télévision privée, est alors forcée de cesser son activité. L'infrastructure et les personnels de cette dernière sont absorbés par le service public pour devenir KBS2. Le service public, en doublant de taille grâce à cette manœuvre et en continuant à diffuser de la propagande pour la cause du gouvernement, a poussé la majorité de la population au scepticisme vis-à-vis de l'information du service public de l'audiovisuel. Étant donné qu'une fondation publique⁴ détient 70 % du capital de MBC, cette dernière adopte certains aspects d'un service public. De ce fait avant la création de SBS (<i>Seoul</i></p>	<p><i>Broadcasting System</i>) en 1991, le paysage audiovisuel sud-coréen était resté cent pour cent public.</p> <p>SBS est une chaîne privée à vocation régionale comme son nom l'indique. Or, « cette petite chaîne qui monte » à la séoulienne est devenue un service national grâce à son succès d'audience au fil des années quatre-vingt-dix. Actuellement, la Corée du Sud dispose de deux chaînes publiques (KBS1, KBS2), d'une chaîne éducative (EBS), d'une semi-chaîne publique (MBC) et d'une chaîne privée (SBS). L'audience par foyer de ces chaînes est en 2001 : 8,1 % pour KBS1, 8,0 % pour KBS2, 9,9 % pour MBC, 9,1 % pour SBS, 1,6 % pour EBS⁵. Les chaînes câblées ont été introduites dès 1995, les chaînes de satellite en 1996. La TNT [Télévision Numérique Terrestre], lancée en octobre 2001, devrait couvrir au moins 85 % de la population à l'horizon 2005-2006⁶. Si on prend en compte l'utilisation très répandue de l'Internet⁷ et les usages du téléphone mobile comme un multimédia interactif, la Corée du Sud est un pays qui a lourdement investi dans les moyens de communication.</p> <p>Les particularités sud-coréennes</p> <p>Les logiques socio-politiques qui caractérisent tout le secteur des médias sud-coréens, donc de l'audiovisuel, se sont formées tout au long des années quatre-vingts. Nous les résumerons en trois points, qui nous semblent essentiels pour comprendre l'état actuel du service public de l'audiovisuel en Corée du Sud.</p> <p>Premièrement, le pouvoir politique a élaboré une stratégie du contrôle des médias adaptée au développement économique du pays. Les « trente glorieuses » du développement économique de la Corée du Sud, jusqu'à la crise financière de 1997, ont transformé la Corée du Sud. Le secteur des médias a accompagné ce changement. Le marché de la publicité a explosé⁸, le métier de journaliste, largement alimenté par les universités prestigieuses, est devenu difficile à contrôler à la manière ancienne, c'est-à-dire par la surveillance et la répression. Ainsi, le pouvoir politique a établi une relation de coopération avec les journalistes en leur offrant une multitude d'occasions de s'enrichir et de satisfaire leur ambition politique. Autrement dit, une</p>

tactique de contrôle du type « la carotte et le bâton » s'est mise en place. Tout en gardant les moyens de répression comme la restructuration forcée des médias ou le renvoi des journalistes dissidents, le pouvoir dictatorial a offert des cadeaux aux médias : des avantages fiscaux pour les entreprises de média, des années sabbatiques dans les pays étrangers distribuées aux journalistes et aux réalisateurs, et, surtout, un salaire assez élevé pour ne pas envier la classe supérieure ; divers sursalaires et bonus de toutes sortes. Certains journalistes de la presse écrite et certains présentateurs du journal télévisé ont été recrutés pour assumer des fonctions publiques comme secrétaire de la résidence présidentielle, porte-parole des partis politiques et membres de l'Assemblée nationale.. Ce dernier cas est un exemple parlant de cette coopération : en 1996, 12% de ses membres étaient auparavant dans les médias⁹.

Un autre exemple patent de ce contrôle des médias selon la logique de « la carotte et le bâton » est la création de Kobaco (*Korea Broadcasting Advertising Corporation*). Née lors de la restructuration forcée des médias en 1981, cette société monopolise la vente de l'espace publicitaire audiovisuel des chaînes de télévision et prend, au passage, une partie du bénéfice comme commission. Elle affiche officiellement un double objectif : primo, renvoyer à la population les profits en expansion du marché de la publicité télévisuelle en les réinvestissant dans la promotion culturelle¹⁰ ; secundo, préserver le secteur public de l'audiovisuel de l'influence directe et néfaste de la logique commerciale par la médiation du marché publicitaire. Selon certains chercheurs, cette invention très originale a fait preuve d'efficacité en empêchant l'influence directe des publicitaires et des *sponsors* sur le contenu des programmes télévisuels et en contrôlant le prix de l'espace publicitaire. Or, ce n'est un secret pour personne que les immenses sommes d'argent récoltées ont constitué un capital important pour entretenir une « noblesse de média » sous forme de diverses subventions pour la formation, la recherche, et les activités culturelles. Kobaco s'est avérée également un outil redoutable pour exercer une pression financière sur les chaînes de télévision, surtout, après 1997, en temps de crise économique.

Le deuxième élément particulier est le mouvement civil

pour la démocratie. En 1987, ce dernier a réussi à imposer d'une façon pacifique le passage d'un régime militaire dictatorial à un système démocratique. Étant donné que les médias et l'opinion publique des années quatre-vingts étaient sous contrôle étroit du pouvoir politique dictatorial, la lutte politique pour la démocratie a très vite pris la forme d'une contestation des médias, surtout du service public de la télévision. Inversement, tout acte contre KBS prenait le sens d'une lutte politique contre le régime en place, étant donné que KBS jouait le rôle de porte-parole gouvernemental en défendant le bien-fondé des activités gouvernementales et en fustigeant les méfaits du mouvement civil qui fragiliserait la sécurité de la nation.

Le mouvement de contestation des médias en Corée du Sud est un cas intéressant, car il continue à se développer actuellement en changeant de nature. Il a commencé dans les années soixante-dix lors de la répression gouvernementale à l'encontre des journalistes contestataires du quotidien *Donga*. Le gouvernement de l'époque a exercé une pression économique en dissuadant les annonceurs, mais le public a soutenu le quotidien en payant des annonces individuelles. Le mouvement s'est soldé par un licenciement massif et le retour à la docilité de la ligne éditoriale de la presse. Cette expérience collective n'était pas inutile, car, en pleine période du mouvement civique des années quatre-vingts, les associations ont réussi à organiser le refus massif du paiement de la redevance¹¹, voire l'extinction de leurs postes par les spectateurs, en signe de protestation contre KBS. Ces actes ont été compris comme actes principaux de désobéissance civile. Le mouvement s'est développé dans les années quatre-vingt-dix pour devenir le mouvement de surveillance et d'éducation civile des médias contre la partialité politique ou les contenus violents et pornographiques. Le mouvement de surveillance des médias a atteint des sommets lors des élections présidentielles de 1992, 1997, et 2002. La dernière élection présidentielle a vu apparaître un nouveau média de mobilisation politique : internet. Le président actuel a su utiliser ce moyen pour mobiliser l'électorat jeune. L'opinion publique, formée à circuler dans la « toile », a soutenu l'ascension de ce jeune politicien de gauche, qui a un passé de dissident activiste en tant qu'avocat dans les années quatre-vingts.

médiamorphoses	Une télévision sans service public ?
L'État et la télévision sud-coréenne	Seok-Kyeong Hong-Mercier
<p>Ce mouvement contre le <i>statu quo</i> des médias a une dimension plus créative. Au long des années soixante-dix, les médias alternatifs se sont développés sous des formes traditionnelles comme les cassettes audio et vidéo. En 1988, le mouvement a permis la création d'un quotidien national alternatif <i>Hangyoreh</i> (<i>Une Nation</i>), grâce aux 63 000 citoyens actionnaires et à la participation active des journalistes licenciés. Actuellement, la création d'une chaîne de télévision alternative, qui fonctionnerait par l'actionnariat est à l'ordre de jour, mais le projet paraît difficilement réalisable.</p> <p>Cet aperçu sur le mouvement civique pour les médias démocratiques est primordial pour bien comprendre l'existence et le fonctionnement du service public de la télévision en Corée du Sud. Cette surveillance civile constitue le contrepoids à l'influence de KBS, en mobilisant les moyens alternatifs de communication. La présence de ce mouvement assure, d'une certaine manière, la pérennité de KBS, qui ne manque pas de qualités malgré sa faiblesse vis-à-vis du pouvoir politique. Car, curieusement, en dépit de la méfiance vis-à-vis de KBS, l'opinion publique n'a jamais revendiqué sa disparition via la privatisation. Celle-ci signifierait la prise en mains directe du secteur par la grande entreprise. D'autant que la première intéressée serait la multinationale <i>Samsung</i> qui a créé un précédent dans ce domaine¹². Or, il est exclu, pour la majorité des sud-coréens, de donner un moyen économique et idéologique aussi puissant qu'une chaîne de télévision hertzienne aux <i>Chaebols</i>, dont la puissance dépasse déjà largement le seul secteur économique¹³.</p> <p>Troisième élément important : l'influence de la télévision dans la vie quotidienne des sud-coréens. Ils regardent la télévision presque aussi longtemps que le temps de loisir quotidien (environ 3 heures par jour), plus de 96 % des foyers sont équipés d'au moins un téléviseur en couleurs en 2003. L'audience des programmes populaires atteint facilement 30 % de l'audience nationale, voire 50 % pour les très grands succès. En somme, l'écoute télévisuelle constitue de loin la première activité de loisir dans la péninsule. La télévision sud-coréenne actuelle offre beaucoup de programmes coréens, majoritairement les produits propres à chaque chaîne, et très peu de programmes étran-</p>	<p>gers¹⁴ ou produits à l'extérieur¹⁵. À travers les feuilletons, qui racontent la vie quotidienne de personnages ordinaires, et les « événements médiatiques » comme la retrouvaille de famille (<i>Family reunion</i>, 1983) qui est mondialement connue¹⁶, la télévision coréenne a réussi à construire une mémoire collective très forte. Les images produites par la télévision sont ancrées dans l'imaginaire collectif. Ce sont des moments très symboliques comme les Jeux olympiques de 1988 à Séoul (l'ouverture de la nation jusqu'alors refermée sur soi) ou la comparution de l'ex-président dictateur Chun Doo-Whan devant un tribunal (la fin de la dictature et l'instauration de la procédure démocratique), ou des espaces de solidarité comme les programmes adaptés à la crise économique. Autrement dit, la télévision coréenne a réussi à offrir un contenu national très populaire, qui résiste à toute concurrence. La popularité actuelle des séries et des feuilletons coréens dans plusieurs pays asiatiques (le phénomène de <i>Hanryu</i>) indique que le contenu coréen a une qualité ou un pouvoir d'attraction au-delà de ses frontières.</p> <p>Pour comprendre la pérennité de KBS, une émission typique du service public coréen mérite d'être mentionnée : le feuilleton historique, <i>Le Cahier d'histoires de la dynastie Chosun</i>. C'est une fiction basée sur des archives historiques. Elle prend la forme d'un feuilleton, tout en gardant l'effet de réel d'un documentaire procuré par l'intervention en voix-off ou en sous titrage des explications sur les faits historiques concernés.. Elle raconte la vie au palais royal avec les personnages typiques : les complots pour le pouvoir, la jalousie entre les courtisanes, voire la politique étrangère ou l'administration confucianiste, etc. C'est une sorte de docu-fiction, qui balance sans cesse entre une reconstitution historique et la fiction feuilletonesque. Ce format d'émission s'adapte bien aux besoins identitaires et nationalistes du pays¹⁷. KBS l'a adopté comme le programme phare du service public. Elle la revendique comme une émission culturelle auprès de l'exigence du régulateur, KBC (Korean Broadcasting Commission). Ce format permet à KBS de poursuivre le double objectif : l'audience et l'idéologie. Il recueille l'audience d'une façon efficace avec son côté feuilletonesque et folklorique. Il facilite la propagation d'une idéologie flatteuse envers le pou-</p>

voir en place, tout en préservant une impression de neutralité, car, après tout, il ne nous raconterait que des pages d'histoire. Ainsi, à travers l'histoire du fondement de la dynastie des Yi¹⁸ (officiellement la dynastie Chosun), les coups d'État des militaires sont justifiés. Les exploits de l'amiral Lee, sauveur de la nation face à l'invasion par le Japon médiéval au XVI^e siècle, sont récupérés au bénéfice du patriotisme militaire adopté par les successeurs du président Park. L'histoire de la lutte contre la Chine dominante et les discours indépendantistes de l'époque est perçue et acceptée à la faveur du contexte de l'anti-américanisme actuel. Les autres chaînes de télévision programment également ce genre de feuilleton historique à gros budget sur des personnages bien connus. Ils atteignent souvent des résultats d'audience très enviables.

KBS, un service public naissant ou une télévision d'État commerciale ?

Les présidents de gauche sont au pouvoir depuis 1998. La donne politique a beaucoup changé. Les présidents, anciens dissidents, qui avaient été jugés comme ennemis de la nation par les hommes du pouvoir de l'époque, gouvernent aujourd'hui le pays. Ces hommes, qui ont été présentés pendant longtemps dans le journal télévisé de KBS comme les auteurs de trouble social, nomment désormais le président du service public. L'influence des hommes de fer du parti conservateur se trouve largement diminuée malgré la majorité parlementaire dont ce parti dispose. Un exemple récent, qui a fait couler beaucoup d'encre à Séoul, illustre bien l'état actuel du jeu politique entre ces partenaires dans le nouveau contexte. La nuit du 12 mars 2004, le parti conservateur met en accusation le président de la République en s'appuyant sur sa majorité absolue à l'Assemblée nationale. Pour couvrir l'événement, KBS déprogramme massivement la grille du 13 mars, et diffuse des émissions spéciales qui soulignent le mécontentement et l'indignation soulevés par la décision parlementaire. La programmation spéciale a duré au total 12 heures sur 20 heures 30 d'antenne. Les parlementaires conservateurs ont dénoncé farouchement cette attitude de KBS. Le site officiel du service public est submergé par les courriels qui

contiennent majoritairement des messages de désapprobation. Les élus concernés jugent KBS « partielle » et portent plainte auprès de l'instance de régulation KBC, qui a pour mission de surveiller l'objectivité des programmes d'information et le bon fonctionnement de l'éthique journalistique. Le service de délibération concerné au sein de KBC n'arrivant pas à formuler un avis sur cette affaire, la décision est renvoyée au Conseil des sages. Ce dernier, constitué sous le règne du président actuel qui se voit mis en accusation, n'arrive toujours pas à conclure après une longue délibération : condamner la partialité de la couverture de KBS consisterait à donner raison à l'opposition qui accuse le président d'incompétence ; ne pas condamner serait afficher l'incompétence de l'institution et confirmer sa dépendance vis-à-vis du pouvoir. Il délègue la responsabilité du jugement à la communauté scientifique, en demandant une étude à KSJCS (*Korean Society for Journalism and Communication Studies*¹⁹), autorité scientifique équivalente à la SFIC (Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication). L'équipe, constituée de jeunes chercheurs spécialisés en la matière, conclut, après une analyse quantitative et qualitative sur la couverture de l'événement par KBS, que la couverture de KBS était bel et bien partielle.

La diffusion des conclusions du rapport a mis le feu aux poudres. KBC a finalement décidé à ne pas sanctionner KBS, malgré les conclusions de l'analyse. La raison avancée était que l'affaire ne constituait pas un objet de délibération. Les chercheurs sympathisants du régime au pouvoir, donc anciens proches de l'opposition, critiquaient le rapport de leurs confrères en indiquant que l'analyse, trop quantitative, ne prenait pas assez en compte la dimension qualitative et la question de l'équité. Pour eux, KBS a réagi de façon appropriée. Selon KBS, la mise en accusation du président de la République aurait créé une situation de crise dans la nation entière en mettant le gouvernail de l'État hors service²⁰. Ils soulignent que la couverture par KBS se justifie par le contexte historique : la nation possède un chef d'État venant de l'opposition depuis très peu de temps ; il faut le soutenir et le préserver des attaques politiques de l'opposition actuelle, en l'occurrence un groupe politique conservateur puissant et hors norme, capable de

tout pour retrouver le pouvoir. Les chercheurs plutôt centristes, pas pour autant sympathisants de l'opposition actuelle, critiquent l'incompétence de KBC comme une institution officiellement indépendante. Ils ont jugé l'attitude de KBS trop fidèle à son passé, proche du pouvoir, que ce soit la droite ou la gauche. L'affaire se transforme en querelle sur l'équité (*fairness*²¹), et touche donc au rôle du service public de l'audiovisuel à cet égard. Plusieurs chercheurs ont manifesté leur avis sur l'interprétation du principe d'équité dans la pratique journalistique. L'équité en dehors de tout intérêt politique existe-t-elle ? Ou encore faudra-t-il établir les conditions de l'impartialité au sein des médias ? Depuis l'arrivée au pouvoir des présidents de gauche, KBS a programmé des émissions qui jettent une lumière différente sur les faits historiques, en gage de preuve de son passage au statut de service public véritable. Ce changement a provoqué un certain inconfort au sein de l'opposition conservatrice, qui avait toujours eu le soutien du service public dans le passé. Pour beaucoup, la crise provoquée par la couverture excessive de KBS sur la mise en accusation du président est à comparer à celle que la BBC a connue avec le rapport Hutton²².

Or, cette comparaison est purement formelle. Le contenu et le contexte de ces deux crises n'ont rien de commun. KBS a un passé peu flatteur, elle a servi sous le contrôle des dictateurs précédents. Elle n'a jamais eu à tenir le rôle de contrepoids ou de surveillant vis-à-vis du pouvoir en place. Or, ses employés ont conscience de cette mission, le syndicat joue un rôle de plus en plus important dans le devenir de KBS. Les intellectuels ont toujours souligné la mission du service public et son importance dans le paysage audiovisuel sud-coréen. Les citoyens qui manifestent activement leur mécontentement envers KBS comme nous l'avons évoqué ci-dessus, n'ont jamais revendiqué sa disparition par le biais de la privatisation. KBS fonctionne majoritairement avec des ressources publicitaires, mais ses programmes sont relativement peu vulgaires et peu violents. Elle a conservé le grand public devant ses écrans en

offrant un contenu national qui correspond profondément à une demande de sa part.

Le danger pour le service public semble résider ailleurs. La « noblesse de média » se montre souvent impuissante devant la promesse du bel avenir venant de la classe politique. La Corée du Sud est un pays très centralisé, où le pouvoir politique est primordial malgré le développement capitaliste de ces dernières décennies. Les jeux du pouvoir se pratiquent selon des rapports de force pré-modernes : les réseaux d'appartenance à la famille, à la région et à l'université. Actuellement, les conservateurs exercent une pression sur KBS, qu'ils jugent trop favorable au gouvernement, autrement dit, sous l'influence de l'idéologie de la gauche. Ils tentent de séparer le paiement de la redevance du paiement, actuellement conjoint, de la facture d'électricité. Ils parlent également de la privatisation de KBS. Ces propositions ont peu de chance d'aboutir. Pourquoi privatiser un outil politique aussi efficace, étant donnée la très probable reprise du pouvoir par les conservateurs dans les années à venir ? La privatisation, autrement dit mettre les chaînes de télévision à disposition des *Chaebols*, ne constitue aucunement une solution populaire, ni pour l'opinion publique, ni pour la classe politique. L'introduction de la TNT [Télévision Numérique Terrestre], qui implique naturellement l'élargissement des activités du service public, ne semble pas susciter de débat sur le statut de KBS. Nous pouvons donc constater que l'existence du service public de la télévision n'est pas réellement menacée en Corée du Sud malgré divers incidents et critiques. Le jeu politique à la coréenne ne va pas changer ; l'avenir du service public semble se trouver dans ses propres mains. Ou bien il se développe pour devenir un service public digne de ce nom en profitant la situation politique actuelle, c'est-à-dire, tant que les conservateurs sont dans l'opposition ; ou bien il se contente de se maintenir en tant que télévision d'État commerciale. S'il opte pour la première voie, la « noblesse médiatique » de KBS devra résoudre le problème du « trop d'État » dans son fonctionnement.

<p>Notes</p> <p>1 Cette notion comprend des missions différentes comme la promotion de l'identité nationale, la formation démocratique de l'opinion publique ou le développement de la communication audiovisuelle.</p> <p>2 Avant cette date, il y a eu une tentative d'introduction de la télévision en Corée du Sud dès 1956 par la compagnie américaine RCA dans un but purement commercial : la vente des postes de télévision. La Corée après la guerre (1950-1953) ne constituant pas un marché rentable, la compagnie (Korcad) a fermé ses portes dès 1959. Or, ce fait historique avait posé des jalons pour l'avenir: la télévision sud-coréenne optera pour le standard américain NTSC pour sa télévision comme le fit le Japon.</p> <p>3 Avant 1969, KBS, malgré son statut de télévision d'Etat, diffusait des publicités, donc menait une concurrence commerciale contre les chaînes privées.</p> <p>4 <i>Foundation for Broadcast Culture</i> contribue pour 15 % de son chiffre d'affaires annuel à l'industrie de programmes audiovisuels et à la promotion de diverses activités culturelles et scientifiques. Les membres du conseil d'administration sont entièrement nommée par KBC, le président du conseil est élu par ses membres.</p> <p>5 Ik-Hee Kang & Hye-Jung Eun, <i>L'audience et l'écoute télévisuelle 2002</i>, Korea Broadcasting Institute, 2003.</p> <p>6 Dossiers d'actualité du CSA, http://www.csa.fr/actualite/dossiers/dossiers_complet_imprimer.php?id=18786</p> <p>7 Selon les statistiques du ministère des Télécommunications sud-coréennes, les abonnés à haut débit d'internet ont atteint 17,16 % de la population sud-coréenne à la fin 2002. C'est un chiffre étonnant, comparé aux autres pays industriellement développés : il est de 8,4 % au Canada, 4, 96 % en Suède, 4,47 % aux U.S.A. et 2, 23 % au Japon.</p> <p>8 Le marché de la publicité audiovisuelle a enregistré en moyenne 20 % de taux de croissance annuelle avant la crise économique intervenue à partir de 1997. Hee-Jin Kim, <i>L'état des lieux de la publicité audiovisuelle et ses problèmes actuels</i>, <i>Broadcasting Research</i>, été 1998, Séoul, Korean Broadcasting Commission, p.107.</p> <p>9 Dae-Ho Kim and Seok-Kyeong Hong, « The IMF, Globalization, and the Changes in the Media Power Structure in South Korea », in <i>Media and Globalization : Why the State Matters</i>, (ed.) Nancy Morris and Silvio Waisboard, Rowan & Littlefield, 2001, p. 84.</p> <p>10 Le plus connu des slogans idéologiques de KOBACO est : « Les ondes sont des biens publics. Nous restituons les profits de ces biens au peuple ».</p> <p>11 Obligatoire, le paiement de la redevance est jumelé avec celui de la facture d'électricité (qui reste le service public). La somme de 2 500 won mensuelle (équivalent d'environ 1,7 euro) n'a pas augmenté depuis 1984. Elle représente en 2003 seulement 0,25 % du revenu individuel annuel (10 013 dollars). C'est une somme moindre par rapport à la redevance moyenne dans le monde, qui est environ 0,75 % du revenu individuel annuel en 1996. La redevance en France représente 0,54 % du revenu individuel annuel (23 202 dollars) en 2003. Ho-Young Kwon, « Analyse comparative de la structure du revenu du service public et le niveau de redevance », <i>Studies of Broadcasting Culture</i>, n°1, vol. 16, 2004, KBS, Broadcasting Culture Research Center, p.149-176.</p> <p>12 TBC, absorbée par KBS sous la restructuration forcée de 1980, appartenait au groupe Samsung.</p> <p>13 Les <i>Chaebol</i> sont des conglomérats très puissants qui dominent la</p>	<p>vie économique sud-coréenne. Beaucoup de <i>Chaebol</i> possèdent une presse écrite à gros tirage national. Par exemple, le groupe Samsung possède le quotidien <i>Joongang</i>, et le groupe Hyendae <i>Munwha</i>, le groupe Hanwha <i>Kyunghyang</i>, etc. L'influence directe de la maison mère sur le quotidien s'est estompée sous les contraintes financières imposées par le FMI [Fond Monétaire International] depuis 1997. Voir Dae-Ho Kim & Seok-Kyeong Hong, <i>op.cit</i>.</p> <p>14 En 1997, KBS1 diffusait seulement 2,3 % de programmes étrangers, KBS2, 9,3 %, MBC, 7,2 %, SBS, 10,7 %. La tendance générale du taux de programmes importés est à la baisse, malgré la pression américaine en faveur de l'ouverture du marché audiovisuel en Corée du Sud. La loi audiovisuelle coréenne réglemente le plafond des programmes étrangers diffusables. Or, la pratique réelle des chaînes de télévision est de loin au -dessous du taux autorisé, car le public préfère nettement le contenu national.</p> <p>15 La production indépendante est un phénomène relativement récent. Elle existe seulement depuis le lancement du plan câble en 1995. Les grandes chaînes de télévision hertzienne préfèrent toujours produire elles-mêmes les programmes importants dans tous les genres. Les programmes produits par les sociétés indépendantes représentent seulement 4-5 % en moyenne en 1998 (en termes de dépense pour la production). Les chaînes de télévision ont des unités de production interne imposantes, les réalisateurs et les producteurs sont recrutés de la même manière que les journalistes. Autrement dit, ils font partie de « la noblesse de média » mentionnée ci-dessus.</p> <p>16 Une simple émission de KBS qui consiste à retrouver les membres d'une même famille perdus ou disparus pendant la guerre de Corée est devenue un événement national. Son succès gigantesque et sa dimension sociale ont inspiré des chercheurs comme Dayan et Katz qui ont théorisé le phénomène de « media events » comme moment essentiel de la médiation télévisuelle. Daniel Dayan et Elihu Katz, <i>Media Events :The Live Broadcasting of History</i>, Harvard University Press, 1992.</p> <p>17 L'audience de l'émission est majoritairement masculine, car elle montre des personnages masculins d'antan, dominants, selon l'idéologie confucéenne du patriarcat. L'audience féminine ne la déserte pas non plus : le côté feuilletonesque et les histoires des femmes de la cour royale, fortes en caractère, l'attire.</p> <p>18 Un général, parti pour combattre la Chine et qui fit demi-tour avec son armée pour s'emparer du pouvoir royal. Il créa quelques années plus tard une nouvelle dynastie à son nom.</p> <p>19 Avec ses 760 membres, cet organisme est une des entités scientifiques les plus puissantes de la Corée du Sud. Il est aussi un vivier d'idéologues et d'administrateurs pour les médias, les institutions et les partis politiques.</p> <p>20 Le président a été rétabli le 14 mai par décision de la cour constitutionnelle.</p> <p>21 Le principe de l'équité (« fairness ») est une notion importée de la BBC. Dans les discours idéologiques du service public de l'audiovisuel sud-coréen, cette notion a pris une place centrale depuis des années. Le contenu exact de cette notion et la pratique qu'elle suppose ne sont pas clarifiés. Elle est devenue une évidence, donc un idéal hors d'atteinte.</p> <p>22 <i>Address of the Honourable the House of Commoms dated 28th January 2004 for the Report Of the Inquiry into the Circumstances Surrounding the Death of Dr David Kelly C.M.G. by Lord Hutton</i>. Rapport demandé par le gouvernement britannique après que la BBC a révélé le nom de son informateur, membre des services secrets britanniques, à propos des armes détenues par l'Irak.</p>
--	---